

Capitaux recherchent bénéficiaires désespérément

On les appelle les « capitaux en déshérence ». Il s'agit des contrats d'assurance-vie non payés au(x) bénéficiaire(s) un an après la connaissance du décès de l'assuré. Ou pour les contrats à échéance fixe, non payés six mois après le terme.

TANT DE MILLIARDS NON RÉCLAMÉS

L'autorité de contrôle du marché, l'ACPR, estime autour de 5,4 milliards d'euros le montant des contrats concernés, incluant les contrats de capitalisation pour 1,6 milliard (données à fin 2015). La loi pousse désormais les assureurs dans leurs retranchements. Selon l'article L.132-9-1 du Code des assurances, *« les entreprises d'assurances... publient chaque année, chacune pour ce qui la concerne, le nombre et l'encours des contrats non réglés. »*.

Des clauses bénéficiaires... partout !

Clause bénéficiaire ? C'est là, rappelons-le, que tout assuré est censé indiquer le nom de la ou des personnes percevant le capital s'il décède. Elles se nichent

partout, pas seulement dans votre assurance-vie. Dans les contrats d'assurance retraite. Dans les cartes bancaires, par exemple. Le moyen de paiement numéro un des Français prévoit ainsi le versement d'un capital substantiel en cas de décès accidentel lors d'un trajet payé avec la carte (avion, voiture de location...). Autre piste : les contrats de prévoyance, notamment ceux souscrits dans le cadre de l'entreprise. Si au décès d'un salarié, le nécessaire est généralement fait quand le bénéficiaire est connu et identifiable, par exemple le conjoint, l'inverse est tout aussi fréquent. Qui va ainsi informer cette concubine avec qui le salarié ne vivait plus ? Ou ce neveu parti vivre à l'étranger ? Ces contrats peuvent aussi contenir des garanties inattendues. Exemple : le double effet. Un capital est certes versé au bénéficiaire au décès du salarié. Mais un autre doit l'être aux héritiers au décès de ce bénéficiaire. Si personne ne les prévient, les capitaux décès resteront dans les caisses de la compagnie. Bénéficiaires, réveillez-vous !

Obligations renforcées pour les assureurs

Face à ce phénomène, la loi a contraint les assureurs à faire le ménage dans leurs portefeuilles. Rechercher des bénéficiaires est devenu une activité à part entière dans les compagnies. C'est une obligation légale (article L.132-8 du Code des assurances) pour un assureur s'il est informé du décès d'un assuré qui avait un contrat chez lui. Et si cette recherche aboutit, de l'informer pour procéder, après réception des pièces, au paiement du capital. Mieux, pour savoir si leurs assurés sont morts, les assureurs peuvent désormais consulter le fichier Insee des personnes décédées. Ils ne s'en privent pas, puisqu'en 2015, ils ont lancé 221 millions d'interrogations, ce qui a permis d'identifier 152 140 contrats. La profession a aussi pris des engagements pour passer au crible

les portefeuilles de contrats qui remplissent certaines conditions (assurés de plus de quatre-vingt-dix ans, au moins 2 000 euros de valeur, pas de contact depuis deux ans avec l'assuré...). À l'issue d'un délai de dix ans – délai qui court à compter de la connaissance par l'assureur du décès de l'assuré ou à l'issue du terme du contrat – les capitaux en cause doivent être transférés à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), établissement financier public. Pour autant, ce n'est pas perdu pour un bénéficiaire soudain illuminé : il aura encore vingt ans pour aller réclamer son dû à la CDC avant que celle-ci ne transfère définitivement les capitaux à l'État.

Cas pratique : Hervé, un bénéficiaire qui s'ignorait

Il n'est jamais trop tard pour payer ses dettes. Pris dans la nasse des capitaux jamais versés à leurs bénéficiaires, des assureurs vie tentent enfin de faire amende honorable. Hervé P., un homme ordinaire, vient de recevoir d'une grosse compagnie la somme de 15 000 euros. La raison ? Il est bénéficiaire d'une assurance-vie souscrite par sa vieille tante Jeanne... décédée voilà vingt ans. La compagnie s'est simplement conformée à sa nouvelle obligation de rechercher le(s) bénéficiaire(s) des contrats dont l'assuré est décédé. Comme Hervé, ils sont des milliers à être des bénéficiaires qui s'ignorent.

LES BONS RÉFLEXES POUR ÉVITER L'OUBLI

Même si les assureurs ont fait des efforts depuis quelques années pour remédier à la déshérence, soyez responsable. Et prenez les bonnes décisions pour éviter cet écueil.

Des conseils aux assurés

Pour accélérer de votre vivant le versement du capital au(x) bénéficiaire(s), une fois que vous aurez passé de

vie à trépas, partez d'une idée fixe, celle de supprimer toutes sources de conflits ou d'incertitudes qui auront inévitablement pour conséquence de retarder, voire bloquer, le paiement par l'assureur. Ensuite, suivez certains conseils simples. Le premier, soyez précis dans la rédaction de la clause bénéficiaire de votre contrat (rendez-vous, page 193). Objectif : permettre à l'assureur d'identifier sans ambiguïté le(s) bénéficiaire(s) à votre décès. Dans le cas d'une désignation nominative du bénéficiaire, indiquez nom, prénom, numéro de Sécurité sociale, date et lieu de naissance. Pensez de la même manière à contrôler, et si besoin ajuster, régulièrement votre clause bénéficiaire. Certes, l'assureur est tenu de veiller à cette actualisation en cas de changement dans votre vie (par exemple, un mariage) dont il aurait eu connaissance. Soyez malgré tout demandeur en la matière. Autre conseil utile : si vous avez multiplié le nombre de personnes à gratifier, cela risque de rallonger les délais de traitement. Il peut être astucieux dans ce cas-là de souscrire des contrats différents pour chaque bénéficiaire.

Prévenez les bénéficiaires

C'est une règle d'or de l'assurance-vie : prévenez les personnes que vous avez désignées comme bénéficiaires. À quoi bon le leur cacher, puisqu'un bénéficiaire ne peut plus « accepter » le contrat auprès de l'assureur, c'est-à-dire en bloquer le rachat, sans votre accord signé ? Si toutefois vous n'y tenez pas, déposez la clause bénéficiaire chez un notaire. Pour une quinzaine d'euros, elle sera inscrite au fichier central des dispositions de dernières volontés, un fichier consulté à l'ouverture de toute succession. Les bénéficiaires seront ainsi forcément prévenus de l'existence des contrats à votre décès. En pratique, il faudra écrire dans le contrat que la clause bénéficiaire est déposée

à l'étude de Maître X, située à... Enfin, soyez pragmatique. Indiquez au(x) bénéficiaire(s) où ils pourront trouver les bulletins d'adhésion des contrats. Certains assureurs les exigent pour payer les capitaux. Faites simple : regroupez tous vos documents de placements, assurances-vie comprises, dans une pochette clairement identifiable.

La solution Agira

L'Association pour la gestion des informations sur le risque en assurance (Agira) est un organisme clé pour les bénéficiaires. Il est chargé d'organiser la recherche de contrats d'assurance-vie non réclamés en cas de décès de l'assuré. Toutes les compagnies lui ont donné mandat pour effectuer les recherches. Dès lors, si suite au décès d'une personne que vous connaissez, vous pensez être bénéficiaire d'une assurance-vie à son nom, vous pouvez solliciter l'Agira et uniquement cet organisme (gare aux escroqueries). Comment ? Par un courrier simple comportant votre identité, celle de l'assuré défunt et la copie de l'acte de décès (ce document est délivré gratuitement à tout demandeur auprès de la mairie du lieu de décès ou du dernier domicile du défunt). Cette demande, qui est gratuite, peut être faite en son nom propre ou pour le compte d'autres personnes. L'Agira va alors adresser sous quinze jours votre demande à l'ensemble des sociétés d'assurances, institutions de prévoyance et mutuelles. Celles-ci rechercheront si le défunt avait un contrat chez elles et si le demandeur en question en était bénéficiaire. Les assureurs auront un mois pour répondre. Si le contrat est identifié, la réponse sera adressée au(x) bénéficiaire(s), pas au demandeur s'il n'est pas désigné bénéficiaire du contrat.



En 2015, l'Agira avait reçu 68 872 demandes, correspondant à 61 695 personnes décédées. Pour 18,2 % des cas, cette sollicitation a permis à l'assureur de prendre connaissance du décès et donc de rechercher les bénéficiaires. Dans une majorité des cas, le décès est en revanche déjà connu des compagnies.

Votre dernière chance : Ciclade

Si vraiment vous vous réveillez très tardivement, plusieurs années après le décès d'un proche. Ou que vous venez seulement d'apprendre l'existence d'un vieux contrat tombé dans l'oubli. Vous pouvez aussi faire une recherche gratuite sur le site Ciclade.fr, lancé en janvier 2017 par la CDC. Ce site permet de partir à la recherche de comptes ou d'assurances-vie clôturés par les banques, compagnies d'assurances et organismes d'épargne salariale car restés inactifs ou non réclamés pendant une longue période. Les titulaires ou héritiers peuvent ensuite faire une demande de restitution de ces avoirs. La CDC constitue la dernière chance pour les bénéficiaires de réclamer ces avoirs oubliés, puisque c'est à cet organisme public que les banques et les assureurs reversent les produits de ces comptes une fois qu'ils sont clôturés.